



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0020575
Bénéficiaire :	28731200300018 Service départemental d'incendie et de secours de la Savoie (SDIS 73)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	28731200300018
Raison sociale :	Service départemental d'incendie et de secours de la Savoie (SDIS 73)
Adresse :	73230 SAINT ALBAN LEYSSE

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels / OT05 - Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques / PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe / AP03-OT05-PI05b-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	MUSAR SAVOIE MONT BLANC
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Le projet se localise sur l'arc Alpin. Il est dans le Nord du territoire. Le module est réparti sur la SAVOIE et la HAUTE-SAVOIE. Il dispose de capacité de projection lui permettant ensuite de se rendre en tous lieux à bref délai. Les normes lui imposent d'être complet et opérationnel au point de départ désigné en moins de 10 heures après son activation. L'objectif est disposer ainsi d'un module, rapide et autonome qui peut répondre à la majorité des risques naturels qui sont susceptibles de se réaliser dans les Alpes. Il est le fruit d'une coopération entre les SDIS 73 et 74 mais est susceptible de pouvoir intervenir y compris dans le Sud des Alpes compte tenu de la projetabilité attachée aux modules USAR. Il peut également intervenir en renfort hors de la zone couverte par le POIA, sur demande des autorités concernées, en vertu du principe Européen de solidarité.
Adresse :	SDIS 73 Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/12/2018
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2018-POIA-OS4 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 16 juillet 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/07/2019	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 21 juillet 2021	Décisionnel	Dématérialisé	21/07/2021	

Description de l'opération
La lutte contre un certain nombre de risques naturels suppose de pouvoir disposer d'outils adaptés et innovants, mis à la disposition des gestionnaires de risque. Dans ce cadre, il a été constaté lors de différentes crises majeures mettant en causes

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

des risques naturels (glissement de terrains, cyclones, inondations et tremblements de terre) toute la pertinence pour les gestionnaires de crise de pouvoir disposer d'outils de type USAR (Urban Search And Rescue).

Ces outils, correspondent à un format international (INSARAG) défini par l'ONU à partir de 1992 et commencent à se disséminer à travers les territoires depuis 2010. La France compte actuellement 4 modules répondant à ce format : 1 dans la région OUEST, 1 dans la région parisienne, 1 module militaire dans la zone SUD (localisé à Brignoles) et 1 module civil dans la zone SUD réparti sur l'ensemble des départements. Il s'agit de modules classés « lourds » par leur nombre de personnels et le matériel. Ils ont toutefois plus une vocation internationale que transfrontalière ou régionale.

L'objectif est de combler le manque existant sur l'arc Alpin en constituant un module capable de pouvoir faire face à ces différents risques naturels et localisé dans les Alpes du Nord. Il s'agit de créer un module de taille moyenne (Médium USAR ou MUSAR).

Ce projet ne se contente pas de prendre en compte le manque existant et identifié sur l'arc Alpin et d'y répondre. Il adapte également le module aux spécificités du territoire. Ainsi, il sera le seul module Français à disposer de la capacité "montagne" lui permettant d'intervenir en appui de collectivités après des événements de type avalanche (à l'instar de celle ayant frappé Rigopiano en 2017). Cela lui permettra de pouvoir assister, en tous temps, des villages se trouvant au-dessus des 1.200 mètres et de pouvoir s'y établir pour faciliter la résilience de ce territoire.

Ce module disposera également d'autres spécifications comme une unité de purification de l'eau, qui lui permettra de pouvoir répondre aux besoins d'une population isolée durant un temps indéterminé. Il accélérera les problématiques de résilience d'un territoire après des épisodes de crues torrentielles ou plus généralement une fois un épisode pluvieux important achevé à l'instar de ce que les Alpes du Nord ont connu début 2018 ou l'Aude plus récemment.

Ces deux options citées précédemment font de ce module en font la seconde unité en Europe à disposer de la capacité "montagne" et le seul au monde à disposer de la double capacité "montagne" et "potabilisation".

Au-delà de la création du module, il s'agira également de former les différents gestionnaires de crise à pouvoir l'utiliser et à se servir de ce dernier comme d'un outil de gestion de crise efficace. Cette formation comprendra deux axes. Tout d'abord savoir utiliser les modules Français existant afin de pouvoir répondre à une crise. Ensuite, il s'agira de familiariser les administrateurs des crises à pouvoir utiliser ce module. Cela suppose d'en connaître les capacités mais aussi les limites. Les retours d'expériences résultant de crises majeures type séismes ou pluies suivies de glissement de terrain permettent de remarquer que ces modules sont souvent sollicités trop tardivement lorsqu'ils le sont. La méconnaissance de leur capacité d'emploi et de projection en est la cause principale.

Enfin, un second axe de formation sera développé. Il s'agira de former également les administrateurs des crises à accueillir des modules étrangers sur leur territoire. En effet, en cas de sinistre majeur tels que les tremblements de terre ou des avalanches de grande importance, la réponse nationale sera souvent complétée par une réponse Européenne. La formation des élus à accueillir ces modules, à travailler avec eux et à pouvoir les utiliser ensuite est un élément important pour assurer la résilience des territoires sur lesquels ces sinistres peuvent intervenir.

L'objectif de ce projet donc double : combler un manque dans les Alpes du Nord d'une part et d'autre part disséminer le plus largement possible l'emploi de modules USAR. Ces derniers en effet constituent la meilleure réponse modulaire susceptible de pouvoir être apporté à bref délai après la réalisation d'une catastrophe naturelle, exception faite des feux de forêt.

### Objectifs recherchés :

Les objectifs recherchés à travers la constitution de ce module et les actions de formations qui sont adjointes sont de divers ordres.

Il s'agit, tout d'abord, de pouvoir disposer d'un module USAR susceptible de pouvoir répondre aux principaux risques naturels sur le nord des Alpes. Ce module, en effet, n'existe pas aujourd'hui et suppose une réponse basée sur une doctrine de type sauvetage déblaiement. Celle-ci ne répond qu'aux conséquences directes de tremblement de terres, et n'atteint qu'imparfaitement les objectifs de la doctrine INSARAG. Le caractère projetable du module "Sauvetage-déblaiement" est en effet moins important aujourd'hui que celui d'un USAR. De plus, dans le cadre d'une résilience accrue des populations et des territoires, aucun des administrateurs de crise n'est formé à pouvoir accueillir un détachement "Sauvetage-déblaiement" contrairement à un module USAR. Ce dernier inclut, en effet, non seulement l'autonomie mais autant la capacité à se projeter qu'à accueillir des unités similaires. En cas de sinistre majeur ou s'étendant sur une vaste partie du territoire, la prise en compte d'unités intervenant en renfort sera indispensable, que ces dernières proviennent de France ou d'autres ays.

En outre, ce module prend en compte les spécificités des Alpes du Nord, zone montagneuse dans laquelle des villages se trouvent régulièrement isolés en raison d'intempéries, de glissements de terrain, de coulée de boue ou d'autres éléments comme les avalanches. Il s'agit là de la cause ayant présidé à la création du module de potabilisation adjointe au module USAR. Les spécificités montagneuses sont également prises en compte à travers l'adaptation du module USAR, le deux-temps de la capacité « montagne » lui permettant de pouvoir intervenir dans les plaines mais également en moyenne montagne.

Enfin, au-delà de l'aspect technique, ce module prend également en considération la nécessaire formation dont doivent bénéficier les gestionnaires de crise et les populations situées sur le territoire. Il est en effet nécessaire de porter à la reconnaissance existence de ce module, ses capacités d'emploi ainsi que ses limites. Plus ces dernier en effet susceptible de

soliciter tôt dans la réalisation d'une crise, plus il sera efficient et plus la résilience des territoires en sera facilitée. Ces actions comprennent ainsi de la formation au sens strict, mais également la constitution d'un scénario pédagogique pour la rendre disséminable plus facilement.

### Résultats escomptés (cible visée)

À travers ce projet, plusieurs éléments distincts sont susceptibles d'être réalisés.

Il y aura, tout d'abord, la création du module USAR. Ce module de taille moyenne, qui regroupe environ 43 personnels (sauveteurs, médecins, secouristes, groupe de commandements...) serait constitué entre les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie. Il pourra intervenir, comme indiqué, sur la majorité des catastrophes naturelles susceptibles de se réaliser dans l'un de ces deux départements.

Les deux apports principaux de ce module, outre la gestion des risques en elle-même qu'elle permet, résident les spécificités opérationnelles qui l'entourent. D'une part, il s'agit du seul élément constitué un format international qui dispose de la capacité de pouvoir intervenir dans les massifs montagneux sur l'arc alpin. Outre ce résultat qui est susceptible de bénéficier à la majorité de la population du territoire POIA renforcé par la présence d'une unité de traitement de l'eau au sein du module. En effet, tant pour le traitement des territoires atteints par les sécheresses que pour les conséquences de la réalisation risques naturels plus importants comme des tremblements de terre ou des glissements de terrain, l'accès à l'eau potable dès les premiers instants est crucial. Ce complément inclus dans le module permettra de pouvoir assister les populations et les soulager soit en complément d'une intervention du module USAR soit de manière autonome.

Enfin, la constitution de ce module s'effectue sur plusieurs années. Chacune d'elles comprend des cycles de formation à destination des opérateurs mais également des gestionnaires de crise. La mise en place de ces outils, sur le territoire de gestion intégrée des risques constituera une amélioration de l'existant. Elle permettra d'augmenter la résistance des territoires face à la réalisation de ces risques ainsi que leur résilience face à ces derniers.

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2018	Fin : 30/06/2022
<p>Le projet de construction et d'accréditation de ce module USAR s'articule autour de 7 phases consécutives.</p> <p>La première de ces phases a commencé début 2018, par un courrier adressé par les Directeurs Départementaux des Services d'Incendie et de Secours de la Savoie et de la Haute-Savoie au Chef de l'Etat-Major Interministériel de la Zone de défense et de sécurité Sud-Est. Dans ce dernier, les deux directeurs faisaient acte de candidature à l'accréditation d'un modules USAR. Le Chef de l'Etat-Major faisait alors sienne l'analyse des deux directeurs et proposait la candidature de la zone de défense au point de contact national INSARAG.</p> <p>Par la suite en juin 2018, une manœuvre M0 a eu lieu en Savoie. Elle visait à évaluer l'état de préparation actuelle des équipes, à faire un bilan du matériel et des formations nécessaires. Cette étape s'est achevée par un compte rendu et par l'établissement d'un planning prévisionnel.</p> <p>La seconde phase s'est ouverte en juillet 2018 pour se clore au mois de septembre. Elle a consisté essentiellement dans des formations de cadres, ainsi que dans la formation des équipes de terrain afin de pouvoir parvenir au niveau minimum leur permettant de pouvoir évoluer dans le cadre de l'accréditation. Elle s'est achevée par la réception du courrier du Ministère de l'Intérieur désignant un mentor pour l'accréditation et ouvrant le process.</p> <p>La troisième phase a commencé au mois de septembre 2018, il s'agit de l'initialisation de la phase d'accréditation en tant que telle. Cette phase a compris une manœuvre M1 réalisée sous le contrôle du mentor. Durant cette phase, des actions de formation à destination des cadres ont également eu lieu. La participation à un meeting international ainsi qu'à trois manœuvres internationales de classification ou reclassification de module USAR sont également prévues. Cette phase s'achève le 31 décembre 2018.</p> <p>La quatrième phase va commencer en janvier 2019 pour se terminer en décembre de la même année. Durant cette phase, trois manœuvres vont intervenir en vue de parvenir à obtenir le niveau nécessaire à l'accréditation du module USAR. Deux auront lieu en Savoie une dans un autre pays. Durant cette phase, un exercice cadre sur table aura également lieu durant le mois de janvier. Il sera l'occasion d'associer des élus, afin que ces derniers puissent découvrir toute l'utilité d'un tel module. Enfin, l'année 2019 comprendra également la participation de cadres à une manœuvre de classification en tant qu'observateurs. Durant cette phase, l'acquisition de la base vie ainsi que du module de purification de l'eau aura lieu. De même, la formation et l'acquisition de nécessaire à l'intervention de ce module en milieu montagneux sera initiée. A cette occasion, un partenariat avec l'Université SAVOIE-MONT-BLANC viendra renforcer les capacités linguistiques des intervenants ainsi que leur connaissances culturelles pour améliorer leur capacité à s'intégrer dans un dispositif international.</p> <p>La cinquième phase est prévue pour se dérouler des mois de janvier à avril 2020. Durant cette phase un autre exercice sur table aura lieu, dans le même contexte que précédemment. Il permettra aux différents élus de mieux s'approprier le module ainsi qu'aux cadres de s'entraîner. Une manœuvre de pré certification est prévue durant le mois de mars 2020. Elle permettra non seulement aux élus de pouvoir se rendre compte du fonctionnement sur le terrain de ce module mais également de pouvoir vérifier que ces derniers soient prêts en vue de son accréditation. Durant cette phase, le reste du matériel nécessaire</p>		



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

sera acquis.

La sixième phase, devrait prendre place au mois de juin 2020. Il s'agira de l'accréditation du module. Elle comprendra sa mise en œuvre durant 36 heures depuis la mobilisation jusqu'à la démobilisation. Le franchissement de frontières ainsi que l'accueil par des administrateurs de la crise sera simulé. Il y aura des interactions avec des élus, des représentants de l'État. Le scénario d'accréditation est un tremblement de terre majeur.

La septième phase, sera celle de la dissémination des avancées obtenues par l'accréditation du module. Ce dernier une fois enregistré sera présentée aux administrateurs de crise ainsi qu'à ses gestionnaires sur l'ensemble du territoire des Alpes du Nord. Une large communication sera assurée ainsi qu'une formation des élus qui en exprimaient le besoin. Cette phase commencera dès l'accréditation et se terminera en décembre.

La timeline est fixée et le délai d'achèvement du projet est connu. Le temps a été validé par le mentor désigné qui l'a estimé cohérent au regard des premières manœuvres et du travail restant à fournir. Elle est contrôlée tous les 15 jours par le comité de pilotage afin de parvenir à respecter le délai fixé par l'accréditation. Le retard dans une phase implique une compression de délais entre deux manœuvres, la date finale étant difficilement modifiable.

Décalage du calendrier à la demande du bénéficiaire.



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses de communication de l'opération  Evénements, promotion, publication	Direct	Fonctionnement	3 317,24 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement  Frais de déplacement (voyages, séjours) , frais de restauration, frais d'hébergement <sup>2</sup>	Direct	Fonctionnement	13 899,90 €
Dépenses de personnel  Salaires et charges	Direct	Fonctionnement	448 586,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel  Achat d'équipements et de machines	Direct	Investissement	348 637,14 €
Total :			814 440,28 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPÉENNE	FEDER-FSE		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	407 220,14		156 986,73	
<b>Total co- financier</b>				<b>50,00</b>	<b>407 220,14</b>	<b>0,00</b>	<b>156 986,73</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				50,00	407 220,14			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>814 440,28</b>	<b>0,00</b>	<b>156 986,73</b>	<b>0,00</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Service POIA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	--------------	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Par courrier en date du 3 mai 2021, le porteur du projet a informé l'autorité de gestion de l'évolution à la hausse du coût total de l'opération « MUSAR SAVOIE MONT BLANC », après plus de 24 mois de réalisation. A ce titre, il a présenté une demande de prorogation d'une année du calendrier conventionné de l'opération, ainsi qu'une révision à la hausse du coût total du projet et du montant de la subvention FEDER-POIA déjà attribuée. Le plan de financement est aussi actualisé pour être conventionné en HT et non pas en TTC.

Le projet FEDER-POIA n° PA0020575 « MUSAR SAVOIE MONT BLANC » vise à obtenir une certification d'envergure internationale qui a été réalisée en janvier 2021. Cette démarche a nécessité de nombreuses autorisations permettant de regrouper près de 80 personnes pendant 3 jours sur le site de la manœuvre. La manœuvre d'accréditation a été précédée de 5 manœuvres d'entraînement entre 2018 et 2020 auxquelles sont parfois venus assister d'autres SDIS intéressés par la démarche.

Un échange d'experts (grand froid) avec une équipe venue de Finlande a permis d'améliorer les connaissances et les équipements mais aussi de valoriser le projet à l'étranger.

Si le projet de certification INSARAG a pu aboutir, certains livrables prévus initialement ne sont pas atteignables dans les délais impartis du fait des restrictions liées à la crise sanitaire provoquée par la COVID.

Cette opération a déjà bénéficié de l'arrêté de prorogation automatique ce qui porte au 30 juin 2021 sa date de fin d'exécution mais la bonne réalisation des différents volets d'actions nécessiterait un délai complémentaire.

Dans ce contexte, il apparaît aussi que le montant des dépenses engagées par le SDIS de la Savoie pour mener à bien ce projet est supérieur au montant conventionné. Le bénéficiaire souhaite donc solliciter une actualisation à la hausse du coût total de l'opération et du montant de la subvention FEDER-POIA déjà obtenue. En effet, au cours de la mise en œuvre de l'opération, les montants relatifs aux acquisitions de matériels ont été sous-estimés, les frais de personnel s'avèrent plus élevés que prévu en raison de multiples reports (organisation de 2 manœuvres de pré-accréditation et de 3 manœuvres d'accréditation notamment) et des déplacements ont été annulés en raison des mesures gouvernementales.

Enfin, le montant de l'opération doit être reprogrammé en HT, alors qu'il a été conventionné en TTC, car le SDIS 73 ne récupère pas la TVA mais perçoit une dotation du fonds de compensation de la TVA sur certaines dépenses : le FCTVA.

Compte tenu de ces éléments,

1) Le coût total de l'opération est revu à la hausse de 643 315 € TTC à 814 440,28 € HT.

2) Les montants des dépenses sont modifiés de la manière suivante :

\* Les dépenses d'Investissement matériel et immatériel sont revues à la hausse de 180 000 € à 348 637,14 €. Elles concernent l'achat de module de traitement de l'eau (hausse de 50 000,00 € à 53 606,54 €), de matériel informatique et télécommunications (baisse de 10 000,00 € à 7 905,30 €), de groupes électrogènes (baisse de 30 000,00 € à 5 410,70 €), de l'équipement de la base de vie (hausse de 30 000,00 € à 213 522,72 €), des équipements de protection individuelle grand froid (chaussures, sous-vêtements techniques, vestes isolantes - baisse de 60 000,00 € à 39 987,69 €), et de matériel de rangement et de transport (nouvelle dépense de 28 204,19 €).

\* Les dépenses de communication sont revues à la baisse de 5 000,00 € à 3 317,24 €. Sont présentés dans le dossier FEDER-POIA uniquement les dépenses d'achat de vestes polaires dans le cadre de l'échange d'experts (grand froid) avec une équipe venue de Finlande. En raison de leur faible montant, les autres dépenses de communication sont exclues de l'assiette éligible ; elles sont financées en totalité par le SDIS en particulier le site internet et l'impression d'affiches plastifiées et d'étiquettes.

\* Les dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement sont revues à la baisse de 20 000,00 € à 13 899,90 €. Les déplacements de courte durée afin de pouvoir assister aux manœuvres d'accréditations des modules à travers le monde (5 000,00 €), et la participation à une manœuvre européenne dénommée MODEX en Italie (2 000,00 €) ont été annulés. La formation des cadres aux nouvelles techniques de coordination sous l'égide de l'ONU en Italie et en Savoie a été réalisée



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

(ajustement de 8 800,00 à 8 734,48 €). La réunion de présentation du projet à l'AG (visite sur place) est une nouvelle dépense (259,91 €). Les dépenses liées aux différentes manœuvres de certification (agents participants, partenaires et certificateurs de l'ONU) ont été actualisées à la hausse de 4 200 € à 4 905,51 €.

\*Les dépenses de personnel sont revues à la hausse de 438 315,00 € à 448 586 €. Est valorisé le temps de travail des personnes suivantes : Directeur Départemental (0,11 ETP), Directeur Départemental adjoint (0,11 ETP), Conseiller technique USAR 1 (0,10 ETP), Conseiller technique USAR 2 (0,10 ETP), Chef de projet (0,50 ETP), Coordinateur opérationnel (0,31 ETP), Coordinateur financier (0,25 ETP), Chargé de communication (0,19 ETP), Officier logistique (0,19 ETP)).

3) Le montant de la subvention FEDER-POIA est revue à la hausse de 321 657,50 € à 407 220,14 €, soit une augmentation de 85 562,64 €. De même, l'autofinancement du bénéficiaire est revu à la hausse pour les mêmes montants.

4) Enfin, le calendrier conventionné et modifié, en y incluant les 6 mois de report automatique (arrêté du président du 19/05/2020) titre de la crise sanitaire, est actualisé de la manière suivante :

- décalage de la date de fin d'exécution de l'opération du 30/06/2022 au 30/06/2022 ;
- décalage de la date de fin d'éligibilité financière de l'opération du 31/12/2022 au 31/12/2022 ;
- maintien de la première demande d'acompte dont la date est fixée au plus tard au le 31/12/2019 ;
- maintien de la seconde demande d'acompte dont la date est fixée au plus tard au le 30/08/2020 ;
- décaler la date de présentation de la demande de solde au plus tard du 31/03/2022 au 31/03/2023.

Avis favorable du service instructeur pour la bonne mise en œuvre de l'opération.